

## Activité n° 3 : Polices administratives

<b>Finalités</b>	
Finalité 1	Vidéo-protection
Finalité 2	Armes, explosifs, activités pyrotechniques et artificiers
Finalité 3	Réglementation aérienne
Finalité 4	Débites de boissons et établissements assimilés
Finalité 5	Activités privées de surveillance et de gardiennage ; gardes particuliers
Finalité 6	Polices municipales
Finalité 7	Manifestations sportives
Finalité 8	Activités de chasse et de pêche
Finalité 9	Convoyeurs de fonds
<b>Bases de licéité</b>	
RGPD	Oui Article 6 1 (e)
Titre III LIL (police-justice)	Non
Titre IV LIL (renseignement, sûreté de l'Etat)	Non
<b>Fondements juridiques</b>	
	décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements
<b>Catégories de personnes concernées</b>	
	Usagers (organiseurs, détenteurs)
	Professionnels
	Candidats (activités privées de sécurité, policiers municipaux, agents de sûreté, gardes particuliers)

<b>Catégories de données traitées</b>	
	Données d'identification, coordonnées personnelles et professionnelles
	Vie professionnelle (nom de l'employeur, SIRET, caractéristiques de l'arme, prestation de serment, n° de carte et date de délivrance pour les détenteurs d'armes, injonction préfectorale et notification de la décision du préfet pour les interdictions de détention d'armes, type de licence et horaire de fermeture pour les débits de boissons, résultats d'enquêtes administratives –favorable/défavorable- menées comme pour la sûreté aéroportuaire)
	Données sur la manifestation sportive projetée et les activités en lien avec les réglementations aériennes comme survol de drones, lâcher de ballon, manifestation aérienne, dérogation de survol (date, horaire, parcours ou lieu, nombre de personnes attendues)
	Données concernant les débits de boissons (type de licence, horaire de fermeture, fermeture définitive ou cession du fonds de commerce)
	Données sensibles : santé (aptitude médicale pour le port d'armes par les policiers municipaux et les convoyeurs)
	Données sensibles relatives aux infractions et aux condamnations
	Données de localisation (pour les dépôts d'explosifs, lieu faisant l'objet de la vidéoprotection ou lieu d'utilisation projetée pour les explosifs et artifices de divertissement)
<b>Catégories de destinataires</b>	
	Services en charge des traitements
	Membres des commissions départementales de vidéoprotection et de sécurité routière
	Forces de l'ordre, autorité judiciaire
	Autres administrations (ARS, mairies)
<b>Existence de transferts de données hors UE</b>	
	Non

<b>Durée de conservation prévue</b>	
	Non renseignée
<b>Mesures de sécurité</b>	
	Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la Politique Générale de Sécurité Numérique du MIOM.
Date de dernière mise à jour	29/12/2023



